



Solidaire avec les travailleurs d'Air-France

Tél : 01.76.82.64.52
cgflins@free.fr

Plusieurs travailleurs d'Air-France ont été arrêtés chez eux au petit matin comme des criminels ou des grands bandits et ont été placés en garde à vue prolongée. Ils vont être jugés pour violences aggravées.

Honte à ce gouvernement

qui protège et arrose de milliards les vrais bandits que sont les grands patrons et qui traite de voyous et condamne des travailleurs pour un coup de colère et une chemise déchirée.

Honte à ce gouvernement

qui mène une politique de droite au service de la bourgeoisie et des nantis

Honte à ce gouvernement

qui n'a cessé de prendre des mesures contre les travailleurs, les chômeurs, la santé, l'éducation, etc...

Pour la CGT, les vraies violences ce sont les milliers d'emplois que les patrons suppriment avec l'aval du gouvernement et son soutien financier (exemple : le Crédit d'Impôts pour la Compétitivité et l'Emploi - le CICE) dont les patrons se servent pour payer les licenciements et s'en mettre plein les poches au passage.

La CGT de Flins est solidaire des travailleurs d'Air-France et sera toujours solidaire des travailleurs qui défendent leur emploi, leur famille et leur vie contre la voracité des vrais voyous : les patrons et le gouvernement.

Tous les médias et gouvernement sont « cul et chemise » avec les dirigeants d'Air-France pour dénoncer la violence des travailleurs en colère !

Mais où est-elle cette violence ?

**Licencier 2.900 travailleurs, les condamner au chômage alors qu'il y a déjà 5 millions de chômeurs...
Ce n'est pas de la violence ça ?**

Tous versent des larmes sur les deux chemises déchirées et leur haine sur les travailleurs et les militants qui défendent leur emploi et ne se résignent pas. Alors, la réaction de colère, ils ne l'ont pas volé.

La CGT appelle à une manifestation le 22 octobre devant l'Assemblée Nationale pour exiger l'arrêt du plan de suppression des 2.900 postes et de toutes poursuites judiciaires envers nos camarades d'Air-France.

Des centaines d'embauches en CDI : Une nécessité

C'est une rengaine que l'on entend depuis trop longtemps et qui tous les jours se confirme : **Il manque du monde dans tous les départements de l'usine.**

De la Centrale qui fournit l'énergie à toute l'usine, des espaces verts jusqu'au Montage en Mécanique en passant par le CDPA, la direction voudrait gérer l'usine en maintenant un effectif minimum... pour faire des profits maximum.

Mais, c'est notre santé qui en prend un coup car il faudrait tout seul faire le travail de deux !

- Dès que l'on veut poser une journée ou une semaine de congé, c'est la galère !
- Dès qu'il y a un absent, pour congé ou maladie, faute de remplaçant c'est la galère !
- Dès qu'il y a des problèmes de production, ce qui arrive tous les jours en ce moment, c'est la galère !
- Dès qu'il y a un travailleur qui part en retraite, il n'est pas remplacé.

La direction voudrait gérer l'usine en maintenant une pression sur tous les travailleurs... Pas d'accord ! Elle multiplie les heures supplémentaires, les débordements à tout va pour la production au lieu d'embaucher en CDI le nombre de travailleurs nécessaires.

Si nous voulons que les conditions de travail s'améliorent, il faut qu'elle embauche en CDI des centaines de travailleurs qui manquent dans toute l'usine.

Les intérimaires se font voler !

Régulièrement, il manque de l'argent sur les payes des travailleurs intérimaires.

- Des samedis "oubliés !"
- Des heures supplémentaires non payées, etc..

Lorsque ces camarades s'en rendent compte, ils sont baladés entre Renault et leur agence d'intérim.

Plusieurs camarades de Tôlerie ont eu des manques sur leur feuille de paye car la C.U était absente et la direction n'a rien prévu pour que quelqu'un prenne la relève.

Malgré les interventions régulières de la CGT, la direction ne règle pas les problèmes. Normal... elle y gagne !

Déjà avec une paye à 100%, les salaires des intérimaires sont au plus bas :

- Ils n'ont pas certaines primes
- Ils ont les coefficients les plus bas, etc...

Alors, la colère et le ras le bol montent chez de nombreux intérimaires. Il faudra une mobilisation et des rassemblements pour qu'ils se fassent entendre.

Actuellement ils sont plus de 1.700 sur Flins. Ils sont une véritable force s'ils se mobilisent collectivement.

DLI : La direction n'avance pas !

Avant les congés d'été, la direction du DLI s'était engagée à diminuer l'utilisation des cars à fourche en marche arrière.

Au département Montage, les délégués CGT interviennent depuis des mois et ont déposé un DGI pour alerter la direction sur ce problème.

Du fait des marches arrière, tous les caristes finissent par avoir des problèmes aux cervicales, au dos...

A l'occasion du dernier CHSCT, la direction a prétendu qu'elle aurait réglé tous les problèmes, qu'elle allait de l'avant sur le problème des marches arrière.

Pour nous, elle fait du surplace !... Les problèmes ont été déplacés d'une gare routière à une autre, mais ils sont toujours là :

- Le temps de déplacement des caristes
- Le nombre de kilomètres parcourus en une journée de travail en marche arrière est toujours trop important

Dans le dernier compte rendu du CHSCT concernant le DLI, la direction nous dit que tout serait réglé car nous serions passés de 5h00 à 3h30 par équipe en marche arrière.

Elle nous a présenté des tableaux avec des chiffres qui sont censés nous démontrer que nous ne ferions que quelques dizaines de mètres par jour en marche arrière.

Quelques exemples :

- En gare routière 8896, nous ne ferions que 43 mètres par trajet en marche arrière ; ce qui est totalement faux et les camarades du secteur apprécieront !!!
- A la gare 8520, nous ne ferions que 8 mètres !

La direction se moque des textes de loi qui interdisent ou limitent ces trajets.

Il est temps de mettre la direction devant ses responsabilités. Elle doit mettre les moyens, et de l'argent il y en a, pour que les caristes travaillent dans des conditions qui préservent leur santé.